



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 40 – 15 décembre 2021

En bref

L'emploi formel récupère son niveau d'avant la pandémie et atteint en novembre 20,9 M, un record historique. L'emploi formel a enregistré en novembre une progression pour le onzième mois consécutif. La création d'emplois formels au Mexique a atteint le chiffre le plus élevé de la série historique en novembre. Ainsi, les emplois formels ont réussi à dépasser pour la première fois en 22 mois le plus haut pic d'emplois enregistré sous l'administration actuelle : 20,8 M de travailleurs recensés en novembre 2019. L'IMSS a détaillé qu'en novembre le marché du travail a ajouté 165 463 nouveaux emplois. Sur le nombre total d'emplois, 86,8 % sont à durée indéterminée et 13,2 % sont temporaires. Malgré les hausses successives des salaires minimums ces dernières années, le salaire minimum du Mexique se place entre les salaires les plus bas d'Amérique latine. En raison du faible salaire minimum, de nombreuses personnes préfèrent travailler dans le secteur informel. Selon l'IMSS, entre janvier et novembre 2021, 1,15 M d'emplois ont été créés.

LE CHIFFRE À RETENIR

20,9 M

NOMBRE DE TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR FORMEL EN
NOVEMBRE 2021

Zoom sur le Triangle nord

La vice-présidente des Etats-Unis Kamala Harris, a annoncé de nouveaux engagements d'investissement du secteur privé vers les pays du Triangle nord pour 1,2 Md USD. Ces engagements du secteur privé font partie du Plan d'action américain « Llamado a la acción » d'investissement massif pour améliorer l'environnement économique, créer de l'emploi et contrer l'immigration. De grandes multinationales telles que Pepsi, Nespresso ou Mastercard ont annoncé des investissements importants dans des usines de production ou dans le soutien aux PME. Des entreprises locales comme le groupe Mariposas au Guatemala se sont jointes à l'effort pour soutenir le développement inclusif et réduire les inégalités des trois pays.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 15 décembre, le Mexique enregistre 297 188 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,44% en une semaine. 3 924 638 cas confirmés ont été enregistrés (+0,41% en une semaine). Au 15 décembre, 62,77% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le Sénat a approuvé la loi fédérale pour la protection du patrimoine culturel des peuples et communautés indigènes et afro-mexicaines, qui prévoit des amendes d'au moins 10 M MXN (500 000 USD) et des peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement pour ceux qui copieraient sans autorisation des dessins des artisans. Cela fait écho à des entreprises comme Adidas, Carolina Herrera, Nestlé, Mango et Louis Vuitton qui, sous couvert d'inspiration et d'hommage, ont utilisé des dessins produits par des Mixtecos, Mazatecos et Huicholes, avec lesquels elles ont réalisé des profits sans que les peuples d'origine en bénéficient. Avec cette loi, le gouvernement espère éviter des cas comme celui de la styliste française Isabel Marant qui a commencé à vendre des bonnets en laine avec des motifs originaires de la municipalité de Charapan, Michoacán, à 14 000 MXN (700 USD), pour ensuite présenter des excuses publiques en réparation du préjudice. Cette loi pourrait également permettre de générer des recettes supplémentaires à l'État.

Depuis le début de l'année, le ministère des finances a versé 284 Mds MXN (14,2 Mds USD) à Pemex sous forme de transferts et de soutien fiscal, soit un montant équivalent à 1,1 % du PIB, selon Tonatiuh Vázquez, coordinateur de la

transition énergétique et des finances publiques au Centre d'études économiques et budgétaires (CIEP). Il a déclaré que la compagnie pétrolière a toujours fourni plus de revenus à l'État qu'elle n'en a reçu. En effet, au cours des 20 dernières années, Pemex aurait contribué à près de 45 % des recettes publiques du pays, en grande partie grâce à l'exploitation du chantier de Cantarell. Il a également expliqué que les transferts directs que la société a reçus du gouvernement de janvier à ce jour comprennent des paiements pour la construction de la nouvelle raffinerie, le refinancement de la dette et également les 3,5 Mds USD dont le transfert a été récemment annoncé pour cette année.

3 ECONOMIE

Les pressions inflationnistes placent le Mexique en cinquième position mondiale des plus fortes hausses des prix. Le taux d'inflation au Mexique n'est dépassé que par l'Argentine, la Turquie, le Brésil et la Russie. Le Mexique fait partie des dix pays où l'augmentation des prix à la consommation est la plus forte. Le taux d'inflation annuel s'est élevé à 7,37 % en novembre, soit la plus forte hausse en deux décennies. À la suite de ces résultats, les analystes ont ajusté leurs prévisions à la hausse et s'attendent à ce que l'inflation puisse atteindre 8% d'ici la fin de l'année. En rythme mensuel, l'inflation a présenté une hausse de 1,14 % en novembre, la plus élevée depuis janvier 2017. Les analystes d'Oxford Economics ont détaillé que la volatilité des cours des matières premières (notamment la nourriture et l'énergie) dans les économies d'Amérique se répercute déjà sur les prix sous-jacents.

La Réserve fédérale (Fed) accélère le retrait des mesures de soutien, qui devrait se répercuter sur l'économie Mexicaine. Les membres de la Fed prévoient désormais trois augmentations du taux directeur d'ici 2022 et une réduction des mesures de soutien monétaire de 30 Mds USD à 15 Mds USD. La Fed a également ajusté ses

prévisions économiques, dans lesquelles elle s'attend à une croissance plus faible cette année et à une hausse plus importante de l'inflation en 2021 et 2022. Les analystes ont souligné que les nouvelles perspectives avancées par la Fed pourraient avoir un impact sur l'économie mexicaine. La hausse du taux directeur américain devrait conduire à une dépréciation du MXN face à l'USD en 2022 et les révisions à la baisse du taux de croissance se traduiraient par un plus faible dynamisme de la croissance mexicaine.

La Banque du Mexique (Banxico) pourrait relever le taux d'intérêt directeur de 50 points de base lors de sa dernière décision de politique monétaire qui se tiendra le 16 décembre 2021, selon HR Ratings. Dans le cadre du webinaire "Economic Expectations 2022", Felix Boni, directeur général de l'analyse du cabinet a déclaré que, compte tenu des pressions inflationnistes observées ces derniers mois, il n'est pas surprenant que l'autorité monétaire prenne des mesures plus fortes pour contenir les risques associés, de sorte qu'ils pourraient augmenter le taux de 50 points, pour clôturer 2021 à 5,5 %. Banxico a procédé à quatre augmentations de 25 points lors de ses récentes décisions de politique monétaire, mais le directeur a estimé que, compte tenu de la hausse accélérée de l'inflation, l'organe central prendra cette mesure. L'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi) a indiqué qu'en novembre, l'inflation générale s'est élevée à 7,37 %, soit le taux le plus élevé depuis vingt ans, et le sous-gouverneur de Banxico a estimé qu'en décembre, le niveau général des prix devrait s'établir à un niveau similaire.

La persistance de l'inflation pèse sur les salaires réels. En raison des pressions inflationnistes, les salaires mexicains font état de leur plus forte contraction réelle en quatre ans, depuis octobre 2017. La reprise de l'inflation s'est à nouveau repercutée sur les révisions salariales, qui ont

enregistré en novembre une baisse en termes réels, le troisième mois consécutif de recul et également leur pire chiffre depuis 2017. Selon les registres du ministère du Travail, les salaires ont connu au cours du onzième mois de l'année une hausse nominale de 5,1 %, soit une contraction réelle de 2,14% en raison de la hausse de l'inflation. Entre janvier et novembre, les ajustements salariaux moyens ont enregistré une baisse de 0,94 %, en termes réels, le premier chiffre négatif depuis 2018. Par activité, les salaires réels dans l'industrie ont connu une perte de pouvoir d'achat de 1,94% et de 3,05% dans les services. Par État, la plus forte contraction des salaires réels a été observée à Oaxaca, à -4,59 %, suivi de Tabasco, à -3,11 %.

Le président Lopez Obrador a officialisé vendredi dernier la nomination de Victoria Rodriguez Ceja au poste de gouverneur de la Banque centrale. L'actuelle sous-secrétaire aux dépenses deviendra la première femme à diriger la banque centrale. Le département juridique de l'exécutif fédéral a envoyé une lettre au secrétaire du Conseil des gouverneurs pour officialiser la nomination en tant que gouverneur de Banxico pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2027. Le Sénat a approuvé la nomination et Victoria Rodriguez Ceja remplacera Alejandro Díaz de León au poste de gouverneur de l'institution en début d'année prochaine.

Près de la moitié de la population mexicaine n'aurait pas assez d'argent pour couvrir les dépenses liées à la nourriture, au loyer, à l'eau, à l'électricité, au gaz ou au téléphone, les frais de scolarité et les médicaments. La première enquête nationale de l'INEGI sur le bien-être autodéclaré (ENBIARE) indique que la crainte de ne pas pouvoir couvrir ces dépenses touche 43,4 % de la population adulte au Mexique. En outre, 11,3 % du total ont exprimé leur incertitude quant à la possibilité de disposer des ressources économiques nécessaires pour couvrir leurs besoins. Un peu moins de la moitié, 45,3 %, ont

déclaré qu'ils seraient en mesure de répondre à leurs besoins. L'étude souligne qu'au cours des 12 derniers mois, 36 % de la population a dû emprunter pour « joindre les deux bouts » et 14,8 % a perdu son entreprise ou son emploi. De plus, près de deux tiers des enquêtés n'étaient pas couverts par le système de sécurité sociale du pays.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le gouvernement de la Ville de Mexico (CDMX) a approuvé une taxe de 2 % sur les plateformes de livraison. À partir de l'année prochaine, les plateformes de livraison devront s'acquitter une taxe à l'administration de l'Etat fédéré pour l'utilisation des rues et avenues de Mexico. Les applications telles qu'Uber Eats, DiDi Food et Rappi, entre autres, devront allouer 2% de leur chiffre d'affaires. Cette nouvelle taxe a été approuvée mercredi matin, par la plénière du Congrès de Mexico. Les associations professionnelles anticipent que cette taxe, qui sera prélevée à partir de l'année prochaine, entraînera une hausse des coûts pour les consommateurs.

En novembre, l'Asociación Nacional de Ventas de Autoservicio y Departamentales (ANTAD) a enregistré une hausse de 9,3 % des ventes à magasins comparables et de 11,2 % des ventes totales. Cela représente un ralentissement par rapport au mois d'octobre où les ventes de l'association avaient augmenté respectivement de 11,6 % et 13,6 %. Il s'agit cependant du meilleur mois de novembre depuis 2011, date de la première campagne Buen Fin, quand les ventes avaient augmenté respectivement de 14,6 % et 22,4 %. La semaine dernière, le ministère de l'économie a annoncé que les ventes de la campagne Buen Fin 2021 avaient atteint 192 Mds MXN (9,6 Mds USD), soit 20 % de moins que les 239 Mds MXN (11,95 Mds USD) attendus. En

termes réels, sans tenir compte de l'inflation, que l'INEGI a estimée à 7,37 % pour le mois de novembre, les ventes de l'Association qui comprend Chedraui, Liverpool, 7-Eleven, GrupoAxo, entre autres, ont augmenté de 1,8 % dans les magasins comparables, et de 3,6 % au total.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 15/12/2021
Bourse (IPC)	+0,21%	+16,84%	51 163,66 points
Taux de change USD/MXN	+0,37%	+5,61%	21,17
Taux de change EUR/MXN	-0,12%	-1,86%	23,72
Prix du baril mexicain	-0,37%	+42,39%	66,75

Amérique centrale

1. Région

Les Etats-Unis ont ajouté à la liste Magnitsky plusieurs personnalités centroaméricaines dont la chef de cabinet du Président salvadorien, Martha Carolina Recinos de Bernal. La liste, bloquant notamment visas et actifs aux Etats-Unis, inclut par ailleurs Nestor Moncada Lau, conseiller du Président nicaraguayen Ortega et Manuel Víctor Martínez Olivet ancien directeur

du complexe de santé de Santa Rosa au Guatemala. Madame Recinos est accusée de détournement de fonds lors d'achats de matériels de santé et d'utilisation de fonds publics pour les élections municipales et législatives de février dernier. La désignation de Madame Recinos pourrait avoir des répercussions sur l'entreprise publique de portefeuille bitcoin *Chivo Wallet* et donc des remesas en Bitcoin envoyées depuis les Etats-Unis car Madame Recinos fait partie du conseil d'administration de l'entreprise mère de *Chivo Wallet*.

2. El Salvador

Le gouvernement salvadorien a ratifié son intention de devenir membre de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF). Le Ministre des finances a souligné l'importance de se tourner vers les partenaires latino-américains et caribéens. La CAF comptait en 2020 un portefeuille de projets de 28 Mds USD et compte 19 pays membres. En Amérique centrale, seul le Panamá fait pour l'instant partie de l'instance. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement de diversifier les sources de financement externes du pays alors que les tensions avec les Etats-Unis restent fortes.

3. Guatemala

Comme les années précédentes, les représentants des employés et du patronat n'ont pas trouvé d'accord sur la hausse du salaire minimum pour l'année 2022, laissant la décision au Président Giammattei. Les discussions portaient sur une hausse du salaire minimum de 5,7% pour les activités agricoles et les autres secteurs d'activités et de 5,6% pour les maquiladoras et les zones franches. Le Président devra décider avant le 1^{er} janvier alors que le Ministère du travail n'a pour l'instant soumis aucune préférence et que la Banque centrale

indique qu'une hausse du salaire minimum allant de 4,26% à 7,26% serait préférable pour couvrir l'inflation. L'inflation moyenne annuelle prévue pour l'année 2021 atteindrait 4,8% selon le FMI.

L'entrée de marchandises de contrebande au Guatemala atteint 3,2 Mds USD (25 Mds GTQ) en 2021. L'étude de la chambre d'industrie précise que l'entrée de marchandises de manière illégale dans le pays coûte 1,1 point de PIB par an. La contrebande constitue un manque à gagner de 117 MUSD en TVA et 45 MUSD d'impôts sur le revenu pour les Services de l'administration fiscale. A ces pertes s'ajoutent les frais de douanes non perçus pour 207 MUSD annuels.

4. Honduras

Le Congrès a approuvé le Budget 2022 de 12,7 Mds USD (308 Mds HNL) en hausse de 800 MUSD g.a. En détail, le Ministère de la Santé a vu son enveloppe augmenter de 22% g.a. à 916 MUSD. Le budget du Ministère de l'Education augmente lui aussi de 4% pour atteindre 1,4 Md USD. Le Ministre des finances a précisé que des discussions avec la société civile avaient eu lieu pour définir ce Budget 2022. En revanche, aucune concertation avec la commission de transition du nouveau gouvernement n'a eu lieu. La Présidente élue Xiomara Castro qui prendra ses fonctions le 27 janvier prochain a d'ailleurs annoncé que le Budget pourrait être modifié après son arrivée.

5. Nicaragua

Le Nicaragua rompt ses relations diplomatiques avec la République de Chine (Taïwan) pour reconnaître la République populaire de Chine. Le Nicaragua avait reconnu Taiwan en 1990 et faisait partie des 17 pays qui reconnaissait l'île comme Etat indépendant. Taiwan était jusqu'à

présent le plus important donateur bilatéral, finançant plus de 27 projets dans le domaine alimentaire notamment pour une donation totale comprise entre 30 et 50 MUSD selon les sources officielles. Le syndicat des travailleurs nicaraguayens s'est félicité de cette décision précisant qu'elle permettra notamment de fortement dynamiser les activités des zones franches. Les Etats-Unis ont quant à eux publiquement regretté cette décision.

Le gouvernement a utilisé 50% (soit 92 MUSD) d'un prêt du FMI destiné à la lutte contre le Covid pour des remboursements de prêts d'institutions étatiques sans rapport avec la pandémie. En détail, 11 MUSD du prêt FMI ont été décaissés pour rembourser une dette d'électricité de l'Agence des aqueducs et égouts et 59 MUSD du fonds ont été utilisés par le gouvernement pour rembourser la dette de l'Institut de sécurité sociale nicaraguayen. Des décaissements de dette publique envers des bailleurs multilatéraux pour un montant de 22 MUSD ont aussi été réalisés. Le prêt du FMI, signé le 20 novembre 2020 était destiné au Ministère de la Santé pour les dépenses liées au Covid, pour appuyer la population et soutenir la balance de paiements du pays.

6. Panama

La détérioration de la situation budgétaire du Panama, le principal risque pour la qualification du pays. L'agence de notation Fitch Ratings évaluera le Panama le 3 février prochain et l'évolution de la situation budgétaire du pays sera déterminante dans cette notation. Le Panama pourrait en effet perdre la note d'investissement compte tenu de la dégradation de ses finances publiques. L'agence de notation Fitch doute sérieusement de la capacité du Panama à respecter la trajectoire de réduction de déficit public établie par la loi de Responsabilité Budgétaire. Par ailleurs, à court-moyen terme, la situation financière de la

sécurité sociale, qui déjà pèse lourdement sur les comptes publics, pourrait participer à davantage de pression sur les finances de l'Etat panaméen, si aucune solution de réforme n'est envisagée.

Trois entreprises intéressées, dont le groupement français SAT (Thalès, Alstom et Sofratesa), par le projet relatif à l'extension de la ligne 1 du Métro. L'extension de la ligne 1 du Métro jusque Villa Zaita a un coût estimé par l'Autorité du Métro à 33,7 M USD, et sera construit par le consortium Panama North Line à partir de début 2022. De son côté, le groupement français SAT a présenté une offre relative à la conception, fourniture, installation et mise en service des systèmes de signalisation et de contrôle centralisé pour un montant de près de 31,3 M USD, alors que le Métro de Panama avait pour prix de référence 24 M USD.

Jour national contre la corruption : quelle place détient le Panama en la matière ? La situation du Panama en matière de corruption ne fait qu'empirer d'années en années. En 2020, le pays a perdu 10 places selon le classement global de l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International. Le Panama détient la 111^{ème} place sur 180 pays en matière de transparence. Par ailleurs, d'après l'observatoire citoyen de la corruption des Amériques (OCC), Panama n'aurait pas respecté ses engagements pris lors du Sommet de Lima en 2018. Le Président de l'Alliance Pro Justice, Carlos Lee, rappelle que la corruption au Panama est un vieux problème, faisant notamment allusion à la construction du projet du Canal au 19^{ème} siècle, lorsque les français ont été au cœur d'un scandale de corruption financière.

Reprise du marché aérien. Copa Airlines, fleuron industriel panaméen, se rapproche doucement des résultats atteints en 2019 en matière de trafic aérien. Tant le flux de passagers que le flux de marchandises retrouvent peu à peu leurs niveaux pré-pandémie. Cette récupération du trafic attire l'attention des spécialistes de Wall Street, qui recommandent l'achat des actions de Copa Holdings, groupe aérien qui détient les titres de

la compagnie Copa Airlines. Selon le cabinet d'analyse boursière Sacks, les actions du groupe pourraient augmenter de 29% dans les prochains jours, du fait de la bonne situation financière de la compagnie : augmentation des revenus de 46,3 % au 3^{ème} trimestre 2021 et bénéfice net de 8,2 M USD.

L'inflation au Panama augmente de 2,9% à octobre 2021. Selon le dernier rapport d'indice des prix de l'INEC, l'inflation panaméenne est largement portée par les secteurs des transports (11,7% d'inflation), l'éducation (3,1%), les aliments et boissons (2,6%), les logements, eau, électricité et gaz (2,5%), ainsi que les restaurants et hôtels (2,1%). Entre septembre et octobre 2021, les transports ont connu une augmentation des prix de 1%.

La création d'emplois et l'assainissement des finances publiques, deux défis majeurs pour la relance économique. A l'heure des prévisions de croissance pour 2022, alors que les projections semblent bonnes, à savoir un taux de croissance attendu de 12% selon le FMI, l'économie panaméenne présente néanmoins de nombreux défis à relever pour l'année qui arrive. L'un de ces défis est notamment celui du chômage, qui, conjoncturel, tend à s'installer durablement sur le marché de l'emploi panaméen, et pourrait à terme devenir un problème structurel. Bien que le taux de chômage soit passé de 18,5% à 14,5% entre 2020 et 2021, il n'en demeure pas moins que celui-ci reste élevé, et que cette baisse significative soit davantage due à une chute de la population active (personne qui ne recherche plus activement du travail), qu'à une création nette d'emplois. En matière de finances publiques, la situation financière de l'Etat panaméen semble également critique et pourrait à terme peser sur la soutenabilité de la dette publique, et ainsi gangréner la croissance économique. Une consolidation des finances publiques, notamment à travers une revue des dépenses publiques est nécessaire.

1. Cuba

Etude d'un gisement d'or dans le centre de Cuba, en vue de son exploitation. Des experts du ministère cubain de l'Énergie et des Mines (Minem) ont révélé qu'un important gisement d'or, situé dans la province de Camagüey (au centre-est du pays), est prêt à entamer un processus d'étude de faisabilité technico-économique, préliminaire à son exploitation. Ce réservoir est la deuxième plus grande concentration d'or du pays (7,6 tonnes estimées), et disposerait déjà des études géologiques et technologiques nécessaires. Ce gisement, une fois exploité, pourrait permettre l'obtention de quelques 200 millions de dollars pour l'économie cubaine, sans compter les coûts de faisabilité et d'extraction. Jusqu'à présent, une dizaine de filons ont été identifiés dans la région, et trois d'entre eux font l'objet de recherches plus avancées.

L'AFD soutient le renforcement des capacités dans le secteur de la santé à Cuba. L'Institut de Médecine Tropicale Pedro Kourí (IPK) bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la réalisation d'un projet de renforcement des capacités nationales de surveillance et de diagnostic des maladies infectieuses. Le montant, qui s'élève à 5,6 millions d'euros sera utilisé pour répondre aux besoins du projet en termes de fournitures de laboratoire, de réactifs, de transport et d'équipement climatique. L'accord matérialisant cette collaboration a été signé le 9 décembre par Rodrigo Malmierca, ministre du commerce extérieur et des investissements étrangers, et Quiterie Pincent, directeur de l'AFD à Cuba. Déjà 81 millions d'euros ont été octroyés au ministère de la santé et à l'Institut du vaccin Finlay pour aider à renforcer le système de santé cubain. En septembre, l'AFD a également soutenu, à hauteur de 45 millions d'euros, la production de vaccins contre la méningite et la pneumonie.

Caraïbes



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 15/12/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	568 373 <i>Décès : 7 336</i>	76,32% <i>(13/12)</i>
Cuba	963 813 <i>Décès : 8 313</i>	90,33% <i>(13/12)</i>
Guatemala	622 866 <i>Décès : 16 057</i>	34,48% <i>(14/12)</i>
Haïti	25 879 <i>Décès : 762</i>	1,02% <i>(19/11)</i>
Honduras	378 685 <i>Décès : 10 423</i>	48,96% <i>(03/12)</i>
Jamaïque	91 868 <i>Décès : 2 432</i>	23,54% <i>(15/12)</i>
Nicaragua	17 391 <i>Décès : 215</i>	69,06% <i>(15/12)</i>
Panama	481 824 <i>Décès : 7 394</i>	68,88% <i>(15/12)</i>
El Salvador	121 267 <i>Décès : 3 802</i>	68,38% <i>(13/12)</i>
République dominicaine	410 926 <i>Décès : 4 220</i>	63,13% <i>(14/12)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>